

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 05/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INOVA OPERATIONS SAS

La Grande Arche - Paroi Nord
1 Parvis de la Défense
92800 Puteaux

Références : VAT20240252
Code AIOT : 0010000690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement INOVA OPERATIONS SAS implanté Le Palis 37500 Saint-Benoît-la-Forêt. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INOVA OPERATIONS SAS
- Le Palis 37500 Saint-Benoît-la-Forêt
- Code AIOT : 0010000690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation d'incinération de déchets de Saint-Benoît-La-Forêt est gérée par la société INOVA OPERATIONS. La capacité annuelle autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 est de 23 000 tonnes. L'installation est constituée d'un four à grille de capacité 2,8 t/h. Le traitement des fumées est un traitement semi-sec. La chaleur produite par la combustion est récupérée par une chaudière pouvant produire 6,32 t/h de vapeur alimentant le centre hospitalier voisin.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
2	Mesures en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
3	Mesures en semi-continu des PCDD/F	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
4	Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
5	Surveillance de l'impact sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 19.4.	/	Sans objet
6	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
7	Assurance Qualité des appareils de mesure en	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	continu – AST			
8	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
10	Mesure périodique des polluants	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe II - I	Susceptible de suites	Sans objet
11	Mesure périodique des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16 d)	Susceptible de suites	Sans objet
12	Admission des déchets	Décret du 16/09/2021, article 1er IV I	Susceptible de suites	Sans objet
13	Admission des déchets	Décret du 16/09/2021, article 1er IV II	Susceptible de suites	Sans objet
14	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
15	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
16	Admission des déchets - Vidéo	Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.II	Susceptible de suites	Sans objet
17	Admission des déchets - Vidéo	Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.II	/	Sans objet
18	Admission des déchets - Vidéo	Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.II	/	Sans objet
19	Admission des déchets - Vidéo	Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.IV	/	Sans objet
20	Admission des déchets - Vidéo	Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.IV	/	Sans objet
21	Admission des déchets - Vidéo	Code de l'environnement du 23/05/2024, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		D.541-48-1.IV		
22	Admission des déchets - Vidéo	Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.IV	/	Sans objet
23	Traçabilité - RNDTS	Code de l'environnement du 23/05/2024, article R.541-43.II	/	Sans objet
24	Traçabilité - Trackdéchets	Code de l'environnement du 23/05/2024, article R.541-45.I	/	Sans objet
25	Feux de forêt	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 3.4.	/	Sans objet
26	Feux de forêt	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 5	/	Sans objet
27	Feux de forêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
28	Feux de forêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	/	Sans objet
29	Feux de forêt	AP Complémentaire du 15/02/2022, article 4	/	Sans objet
30	Feux de forêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Sans objet
31	Feux de forêt	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 7.2.	/	Sans objet
32	Feux de forêt	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 7.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en continu PM, COT, HCL, HF, SO2, NOX, NH4
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- poussières totales ;- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés. La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an. La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.
Constats : L'exploitant réalise la mesure en continu des poussières totales, des substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), du chlorure d'hydrogène, du dioxyde de soufre et des oxydes d'azote (NO et NO2). Le fluorure d'hydrogène (HF) n'est pas mesuré en continu, le chlorure d'hydrogène étant traité par du coke de lignite et de la chaux éteinte. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en continu CO, O2, H2O
Prescription contrôlée : Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none">- le monoxyde de carbone ;- l'oxygène et la vapeur d'eau. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.
Constats : L'exploitant mesure en continu dans les gaz de combustion, le monoxyde de carbone, l'oxygène

et la vapeur d'eau. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures en semi-continu des PCDD/F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en semi-continu des PCDD/F
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I.
Constats : Les dioxines et furannes sont mesurées en semi-continu. Les analyses des cartouches sont réalisées par la société GINGER LECES. Les cartouches sont changées tous les 28 jours. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures périodiques des polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des polluants
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu. L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.
Constats : Les contrôles réglementaires ont été effectués par la société GINGER LECES les 29 mars et 6 novembre 2023. Tous les paramètres ont été mesurés lors de ces deux contrôles. Un dépassement en oxydes d'azote (504 mg/Nm ³ en lieu et place de 400 mg/Nm ³) a été mis en évidence lors du contrôle du 29 mars 2023. L'exploitant a précisé que ce dépassement était dû à un excès d'air temporaire. Les résultats des mesures du 6 novembre 2023 n'ont pas mis en évidence de dépassement. Il en est de même du contrôle inopiné effectué par IRH le 9 novembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance de l'impact sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 19.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'impact sur l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement selon une fréquence au moins annuelle. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement comprend la mesure de la concentration en dioxines, en furannes et en métaux. La campagne de prélèvements a été réalisée par KALI'AIR du 4 mai au 6 juillet 2023. Dix points de mesures ont été pris en compte dont un point témoin. Les résultats de cette campagne n'appellent pas d'observation particulière. Le rapport établi par LALI'AIR précise que les teneurs en dioxines et furannes sont du même ordre de grandeur sur toutes les zones, quelle que soit l'orientation des vents en provenance du site. De même, le rapport mentionne que, bien que les principaux métaux lourds quantifiés soient globalement les mêmes pour les différents points, leur répartition variable laisse supposer que plusieurs sources de métaux lourds sont à envisager dans l'environnement proche du site (notamment la D 139 située à moins de 100 mètres au nord-ouest du site). Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
Constats :

<p>L'exploitant a précisé que l'analyseur de poussières RM 210 n'était pas certifié en 1999 lors de sa mise en service, la certification n'étant alors pas obligatoire. Néanmoins l'étape QAL1 ne pouvant être validée, l'incertitude élargie sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants. Les rapports QAL2, AST et QAL3 n'ont pas mis en évidence d'écarts dans les mises en oeuvre. Le QAL2 a été présenté par l'exploitant. Le QAL2 a été revu avec correction des gammes de mesure de l'analyseur AMS titulaire.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que les gammes de mesures reprises dans le rapport correspondaient aux gammes de la certification de l'analyseur mais pas aux gammes réelles de l'analyseur du site. Il précise que les gammes de mesures sont cohérentes avec les VLE 30 mn de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Ces VLE sont également reprises dans l'arrêté ministériel du 3 août 2010. Cette correction s'applique aussi aux rapports AST 2021 et 2022 et au rapport QAL3 de 2023.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié que pour les poussières, la concentration en poussières est inférieure à 30% de la VLE jour sur la base du précédent contrôle réglementaire du 1er semestre 2021 dont les résultats montrent une concentration en poussière de 0,7 mg/Nm³ bien inférieure à 30% de la VLE. Cette justification a été reportée dans le rapport AST.</p> <p>L'exploitant a précisé que l'analyseur de poussières AMS Redondant avait été remplacé en juin 2020 par le modèle DHSB100. Les corrections ont été effectuées dans le rapport QAL2 2020 et dans le rapport AST 2021.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que le choix a été fait de travailler sur la période de mesures de 11h15 à 14h15 afin d'obtenir 6 essais de 30 mn. Le choix de restreindre la durée des mesures a été faite par rapport aux mesures des oxydes d'azote.</p> <p>Des écarts avaient été relevés sur les temps de réponse pour les paramètres HCl et NO₂, néanmoins ces écarts n'ont pas d'impact sur les résultats des tests de variabilité. S'agissant de l'étalonnage des poussières, l'exploitant ne dispose pas pour ce paramètre de matériaux de référence, néanmoins les essais QAL2 servent alors de référence.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé que l'analyseur de poussières AMS Redondant avait été remplacé en juin 2020 par le modèle DHSB100. Les corrections nécessaires ont été faites dans le rapport QAL2 2020 et dans le rapport AST 2021. Les rapports QAL2 et AST transmis par GINGER LECES ont été complétés avec des informations par rapport aux observations relevées lors des essais. L'exploitant a indiqué que la conformité porte uniquement sur les résultats des tests QAL2 et AST (test de variabilité et test de la fonction d'étalonnage).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le tableau de suivi des bouteilles de gaz étalon à la date du 22 mai 2024. La bouteille de gaz étalon HCl est valide jusqu'au 9 mars 2025, celle de SO₂/CO/NO jusqu'au 1er septembre 2025, celle de CH₄ jusqu'au 20 septembre 2024 et celle de N₂ est valide jusqu'au 15 avril 2026.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'ensemble des bouteilles de gaz étalon présente des concentrations qui sont du même ordre de grandeur que les VLE jour de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 10 : Mesure périodique des polluants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe II - I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique des polluants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En dehors de la réalisation d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire, chaque mesure est répétée au moins trois fois, sauf dans le cas des dioxines ou dans le cas où les concentrations attendues de polluants, pour lesquels la mesure consiste en un prélèvement sur support et une analyse en différé (méthodes manuelles), sont inférieures ou égales à 20% de la valeur limite réglementaire (le laboratoire en produit la preuve à travers le rapport de l'organisme agréé ayant procédé à la caractérisation de ladite installation lors du contrôle réglementaire précédant son intervention).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé que la justification que certains polluants ne font pas l'objet de trois essais serait mentionnée dans les prochains rapports (cas des dioxines et furannes et une mesure au lieu de 3 si le résultats est supérieur à 20% de la VLE).</p>

<p>L'inspection des installations classées a consulté les résultats des analyses du second semestre 2023 réalisées par la société GINGER LECES. La justification précitée est mentionnée.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Mesure périodique des polluants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16 d)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique des polluants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les caractéristiques de cette plateforme devront être telles qu'elle permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celle de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté à la lecture des résultats des analyses réglementaires réalisées en 2021 que les caractéristiques de la plateforme de prélèvement ne permettaient pas de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'une coquille dans les rapports établis par GINGER LECES. L'inspection des installations classées a constaté que cette coquille avait été corrigée dans le rapport relatif aux résultats d'analyses du second semestre 2023.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Admission des déchets

<p>Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article 1er IV I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contenu de l'attestation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à</p>

démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté deux certificats d'acceptation préalable à l'admission : l'un concernant des refus de tri (CAP 2024-01-08 du 24 janvier 2024) et l'autre des déchets en mélange (CAP 2024-01-10 du 26 janvier 2024). Ces deux certificats comportent l'attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article 1er IV II
Thème(s) : Risques chroniques, contenu de l'attestation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article, L.2224-16 du code général des collectivités territoriales pour chaque collectivité compétente en matière de collecte.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté deux certificats d'acceptation préalable à l'admission : l'un concernant des déchets municipaux en mélange provenant du SMICTOM du Chinonais (CAP 2024-01-09 du 26 janvier 2024) et l'autre des déchets municipaux en mélange provenant d'une communauté de communes (CAP 2024-01-01 du 26 janvier 2024). Ces deux certificats comportent le document justifiant le respect des obligations de collecte séparée par les collectivités. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet entrant - s'il s'agit de déchets POP - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD - la quantité de déchets entrants en tonnes ou m³ - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD) - le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.
Constats : <p>L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants depuis le début de l'année 2024 à la date de l'inspection. Ce registre comporte l'ensemble des items listés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet
- la dénomination usuelle du déchet
- le code du déchet
- s'il s'agit de déchets POP
- le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle
- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD
- la quantité de déchets sortants en tonne ou en m³
- l'adresse de l'établissement
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de récépissé
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle

Constats :

L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets sortants depuis le début de l'année 2024 à la date de l'inspection. Ce registre comporte l'ensemble des items listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Admission des déchets - Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.II

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/05/2022

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
Constats : Le dispositif fixe de contrôle par vidéo a été installé en septembre 2022 par la société VK Electronic. Ce dispositif est constitué de deux caméras, l'une permettant de visualiser l'immatriculation du véhicule apportant les déchets et la seconde permettant de vérifier le déchargement des déchets. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Admission des déchets - Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Prescription contrôlée : Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. Ce point a été vérifié pendant l'inspection lors de l'arrivée d'un véhicule provenant du SMICTOM du Chinonais : plaque d'immatriculation et déchargement visibles. Les données ont été enregistrées. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Admission des déchets - Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Prescription contrôlée : La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo de déchargement fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés,

<p>qui comportent a minima : le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo, la finalité du traitement installé, la durée de conservation des images, le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation, le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence de deux panneaux (pont-bascule et porte du hall de déchargement) signalant la présence du dispositif de contrôle par vidéo. Ces deux panneaux comportent l'ensemble des éléments listés à l'article D.541-48-1.II.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Admission des déchets - Vidéo

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que l'indisponibilité du dispositif avait excédé cinq jours consécutifs, soit de septembre 2023 à avril 2024 suite à un défaut sur la fonction "enregistrement". Après plusieurs relances auprès du service informatique de PAPREC, le défaut a été corrigé.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté qu'aucune indisponibilité du système n'avait eu lieu depuis avril 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Admission des déchets - Vidéo

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un journal recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance. Sur ce document, apparaît la période d'indisponibilité du système de septembre 2023 à avril 2024 ainsi que le déplacement de la caméra dans le hall de déchargement des déchets.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Admission des déchets - Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Prescription contrôlée : Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et le cas échéant, l'emplacement de la caméra.
Constats : L'inspection des installations classées a vérifié pour deux déchargements, l'un concernant des refus de tri d'une entreprise et l'autre concernant des ordures ménagères provenant du SMICTOM du Chinonais l'enregistrement de la date et de l'heure de l'enregistrement. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Admission des déchets - Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article D.541-48-1.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Prescription contrôlée : Ces données sont conservées pendant un an.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les données étaient bien conservées pendant un an de septembre 2022 (date de l'installation du système de contrôle par vidéo) à septembre 2023 (début de la période d'indisponibilité suite au défaut d'enregistrement). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Traçabilité - RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article R.541-43.II
Thème(s) : Risques accidentels, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

<p>« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>« 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>« 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre chronologique tenu au cours de l'année 2022 et le registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023 ont été transmis au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 24 : Traçabilité - Trackdéchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/05/2024, article R.541-45.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Trackdéchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, consultation de deux bordereaux électroniques relatifs à des déchets secs de l'épuration des fumées et à des huiles. Les deux bordereaux électroniques ont été complétés pour l'ensemble des items et par l'ensemble des intervenants.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 25 : Feux de forêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 3.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>

Constats :
L'inspection des installations classées a constaté que les abords de l'installation étaient maintenus en bon état de propreté. L'exploitant a précisé que des opérations de fauchage et de débroussaillage le long des installations et autour du bassin et de la réserve incendie étaient effectuées tous les 15 jours d'avril à octobre par le personnel du site. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Feux de forêt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté voies de circulation
Prescription contrôlée :
L'exploitant assurer la propreté des voies de circulation, en particulier, à la sortie de l'installation.
Constats :
L'inspection des installations classées a constaté le bon état de propreté des voies de circulation. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Feux de forêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée :
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats :
L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classée la procédure "rondes et contrôles journaliers de l'installation" MO 250 009-04 accompagnée d'une check-list. Des rondes courtes toutes les heures sont réalisées par le personnel du site pendant les activités et sans activités de bureau. Des rondes complètes toutes les quatre heures sont effectuées également par le personnel. En cas d'anomalie, le directeur d'usine est immédiatement informé. En dehors des heures de bureau, l'anomalie est reportée sur le téléphone d'astreinte. Les canons à eau sont vérifiés deux fois par mois et les extincteurs sont contrôlés une fois par mois.

L'exploitant a précisé qu'une partie du personnel était présente 24 heures sur 24 sur le site. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Feux de forêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le site dispose en permanence d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'inspection des installations classée a également constaté la présence de deux panneaux à l'entrée du site et au niveau du pont-bascule mentionnant la limitation de vitesse à respecter sur le site. Le site dispose d'un parking visiteurs situé à l'entrée de l'installation et d'un parking pour le personnel situé à l'entrée des bureaux. Ces deux parkings ne sont pas susceptibles de gêner l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Feux de forêt

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un sinistre
Prescription contrôlée : Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible. L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. Ces moyens comprennent en particulier : <ul style="list-style-type: none"> - une réserve incendie de 120 m³ raccordée au réseau incendie via un groupe motopompe diesel, - un canon à eau additivée installé au niveau de la fosse à déchets et piloté à partir de la salle de contrôle, - des extincteurs en nombre suffisant et adaptés aux risques,

<ul style="list-style-type: none"> - des colonnes sèches judicieusement réparties, - des RIA dont un au droit des portes du hall de déchargement, implantés de façon à ce que tout point de l'établissement puisse être atteint par deux jets de lance, - de protection déluge sur la centrale hydraulique, le brûleur de maintien et le transformateur.
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée d'une réserve incendie d'un volume de 120 m³ raccordée au réseau incendie via un groupe moto-pompe, d'une seconde réserve incendie d'un volume de 180 m³ destinée à l'alimentation des robinets d'incendie armés, d'un canon à eau additivée installé au niveau de la fosse à déchets, d'extincteurs, de colonnes sèches, de trois robinets d'incendie armés dont un au droit des portes du hall de déchargement et d'une protection déluge sur la centrale hydraulique, le brûleur de maintien et le transformateur.</p> <p>L'exploitant a précisé que le remplissage de la réserve incendie de 120 m³ était réalisé dès lors que le niveau d'eau contenu dans la réserve était en dessous du niveau haut de la réserve (par capteur).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 30 : Feux de forêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte contre un sinistre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification par la société SICLI le 31 janvier 2024 (vérification annuelle). La protection déluge a été contrôlée par la société PROMAT les 23 juin et 26 décembre 2023 (vérification semestrielle). Le canon à eau ainsi que le groupe moto-pompe ont fait l'objet d'une vérification par la société PROMAT le 23 juin 2023 (vérification semestrielle). Les trois robinets d'incendie armés ont été contrôlés par la société PROMAT le 23 juin 2023 (vérification annuelle).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 31 : Feux de forêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 7.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de lutte contre un sinistre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des</p>

services d'intervention extérieurs.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un mode opératoire MO 250 031-03 composé de huit fiches qui précise les actions à effectuer en cas d'incident ou d'accident au niveau de la fosse, de la trémie, du silo de chaux, du big-bag de coke de lignite, du matériel électrique, de la cuve à fioul, des tuyauteries de fuel et du déchargement du fioul par un camion citerne.</p> <p>L'exploitant a rédigé également un mode opératoire MO 250 030-01 relatif à l'évacuation du personnel et des intervenants sur le site.</p> <p>L'exploitant dispose aussi d'un mode opératoire MO 250 041-00 "Contrôle des réseaux d'effluents et isolement du site". L'inspection des installations classées a constaté que la vanne d'isolement présente en aval du bassin de confinement est cadénassée. Cette vanne fait l'objet d'un contrôle journalier par l'exploitant.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Feux de forêt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 7.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction, en fonctionnement normal, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets, - les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration, - les mesures à prendre en cas e fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, - les moyens à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte, - les procédures d'arrêt d'urgence.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de consignes générales et particulières - sécurité incendie établie en février 2022. L'exploitant a rédigé un protocole de sécurité FO 250 001-05 contenant notamment des consignes relatives à la circulation sur le site, le chargement/déchargement des déchets, les équipements de protection individuelle, les consignes de sécurité. A ce protocole est joint un plan de circulation du site sur lequel sont mentionnés les sens de circulation pour les poids-lourds et les véhicules légers ainsi que les zones ATEX.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite